

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 40 (1993)
Heft: 1-2

Werbung

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 22.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Suisse et les engagements de vérification de l'ONU

Le secrétaire général de l'ONU peut ordonner des contrôles sur l'engagement supposé de toxiques B ou C dans les pays membres.

La résolution 687 du Conseil de sécurité de l'ONU (avril 1991) engage l'Irak à détruire toutes les armes de destruction de masse, les missiles d'une portée de plus de 150 km et les installations y relatives. L'exécution de ces mesures est confiée à des spécialistes de divers pays, mandatés par l'United Nations Special Commission (UNSCOM).

Dans les équipes d'inspection qui, au cours de l'année passée, ont procédé à des examens en Azerbaïdjan et au Mozambique figurait également un spécialiste des armes chimiques suisse. Le Lear-Jet de notre aviation militaire a en outre été mis à disposition pour le transport jusqu'à Baku.

Depuis que le Conseil fédéral a décidé en juin 1991 de soutenir les activités de

l'UNSCOM, des spécialistes suisses ont participé à onze missions d'inspection concernant des armes A, B et C. En outre, le laboratoire AC de Spiez est continuellement engagé au bénéfice de l'UNSCOM. L'armée se charge de l'équipement des inspecteurs.

C'est en raison de ses intérêts en matière de politique extérieure et de politique de sécurité que la Suisse participe activement aux missions de vérification de l'UNSCOM. En outre, ses bons offices sont reconnus valables sur le plan international et elle contribue aux mesures de contrôle des armements, de désarmement, de confiance et de prévention des conflits.

Les inspecteurs engagés jusqu'ici par la Suisse sont issus du laboratoire AC de Spiez, du centre d'instruction AC de Spiez et de l'Office fédéral des troupes de protection aérienne. Compte tenu de la carence de personnel dans ces offices fédéraux d'une part, et de l'intérêt qu'a la Suisse à poursuivre cette participa-

tion d'autre part, un pool de 120 officiers AC de milice volontaires a été constitué à titre de mesure de précaution. Pour qu'ils puissent être engagés, il faudrait un arrêté du Conseil fédéral qui définisse le cadre juridique et financier d'un tel engagement.

Pour des raisons pratiques et financières, on s'efforce pour le moment de couvrir les demandes relatives à des vérifications par des fonctionnaires. La mise à disposition du matériel, des laboratoires de Spiez et du Lear-Jet ne posent pas de problèmes. L'UNSCOM devra faire encore des inspections pendant une année ou deux; il faut dès lors s'attendre à d'autres demandes de spécialistes adressées à la Suisse. En revanche, les mandats de vérification du secrétaire général de l'ONU dépendent d'éventuelles dénonciations et ne sont dès lors pas prévisibles. □

*Département militaire fédéral,
information*



Zivilschutzinformations-System ZIS Système d'information pour la protection civile ZIS Sistema informazioni protezione civile ZIS



ZIS, eine massgeschneiderte Lösung für den Zivilschutz in der Schweiz

- ZIS für Gemeinden und Betriebsschutzorganisationen
- ZIS KAZS für Kantone
- ZIS RAZ für Ausbildungszentren

Senden Sie uns:

- Eine Dokumentation ZIS, Release 4.1
- Eine Offerte/Referenzliste
- Ein Kurs- und Seminarprogramm

Die Window-Technik von ZIS-Release 4.1 lässt keine Fragen mehr offen.

ZIS, une solution sur mesure pour la protection civile en Suisse

- ZIS pour les communes et organismes de protection d'établissement
- ZIS CIC pour les cantons
- ZIS CIR pour les centres d'instruction

Envoyez-nous:

- Une documentation ZIS, Release 4.1
- Une offre/liste de références
- Un programme des cours et séminaires

La technique Window de ZIS-Release 4.1 ne laisse aucune question sans réponse.

ZIS una soluzione fatta su misura per la protezione civile in Svizzera

- ZIS per i comuni e organizzazioni della protezione degli stabilimenti
- ZIS CIC per i cantoni
- ZIS CIR per i centri d'istruzione

Inviateci:

- Una documentazione ZIS, Release 4.1
- Un'offerta/lista delle referenze
- Un programma di corsi e seminari

La tecnica Window in ZIS-Release 4.1 non lascia delle questioni aperte.

Absender: _____

Expéditeur: _____

Mittente: _____

HIPPO AG

Ruggihölzli/Busslingen
Postfach 64
5443 Niederrohrdorf

Fax 056/96 35 87
Tel. 056/95 15 33